



LETTRES D'EUROPE & ENTREPRISES

Juillet-Août 2014 – n°68

SOMMAIRE

Euroflop et francofolie : halte à une mortelle randonnée !	P.	2
<i>par Bruno VEVER</i>		
AG d'Europe & Entreprises : penser le changement plutôt que changer le pansement	P.	6
<i>par Philippe LAURETTE et les membres du CA</i>		
Crise d'appartenance à l'Europe : du rêve au cauchemar	P.	10
<i>par François-Xavier BELLEST</i>		
Priorité au renouveau des méthodes communautaires : communiqué de l'Association Jean Monnet	P.	12
Agenda	P.	14



Euroflop et francofolie : halte à une mortelle randonnée !

Bruno VEVER

La percée des partis anti-européens aux élections de mai 2014 est la conséquence directe du surplace aberrant, et donc du recul mortifère, infligé à la construction européenne par tous ses dirigeants, de droite comme de gauche. Les colmatages d'urgence aussi improvisés qu'imposés par la crise financière de 2008 n'ont été accompagnés d'aucun plan cohérent pour appuyer l'activité et l'emploi en renforçant l'intégration européenne. Faut-il à présent s'étonner d'en payer la facture ?

Sans direction identifiable ni feuille de route lisible, l'Europe a perdu l'image positive des années fastes du marché commun. Piégée par les retournements de la conjoncture, la globalisation de la concurrence et la note amère des surendettements publics, elle est désormais perçue comme une technocratie anonyme au service d'un dumping déloyal, d'une austérité brutale, d'une précarisation de l'emploi et d'un démantèlement de la protection sociale. Et nos Etats ne s'empressent guère de détromper l'opinion, trop contents de renvoyer vers Bruxelles tous leurs indignés ...

Cette vague eurosceptique et europhobe risque fort de pérenniser la tiédeur extrême et les blocages désastreux de nos dirigeants, tant au niveau des 18 d'un euro mal assuré que des 28 d'une union de moins en moins unie, même si elle ne modifiera guère l'équilibre central des forces au Parlement européen. Nous sommes ainsi punis d'une double peine. L'une sanctionne les errements nationaux d'hier, avec cette gifle électorale aussi cuisante que méritée. Mais l'autre menace l'affirmation européenne dont dépend notre avenir, et équivaut à une peine de mort avec sursis !

Un examen de conscience s'impose d'urgence pour s'épargner l'euro-autopsie, d'abord chez nous. Pour tous nos partenaires, à commencer par une Allemagne si volontiers dénigrée, les mérites européens du pays de Jean Monnet apparaissent bien fanés. Après avoir dit non en 2005 à la constitution européenne, nos électeurs viennent de placer en tête de leurs députés européens un parti outrancièrement europhobe. Imaginons un instant que l'Allemagne se soit comportée ainsi après sa réunification ! L'axe franco-allemand apparaît aujourd'hui durablement mis en berne, par ces mêmes Français qui accusaient leur voisin de faire cavalier seul en Europe !

Face à cette situation en tous points désastreuse, ne cherchons plus à dissimuler les responsabilités aussi écrasantes que partagées de l'ensemble de notre classe dirigeante et médiatique si foncièrement hexagonale. Nos partis de droite comme de gauche – le centre et les verts étant restés peu audibles – n'ont en effet cessé de se donner le mot, avec un concours actif des médias, pour faire le jeu des adversaires de l'Europe en dénonçant quotidiennement les errements de Bruxelles ou l'égoïsme de Berlin, sans avancer pour autant aucune proposition pour relancer l'intégration. Et la plupart de nos associations socioprofessionnelles sont restées à l'écart de ces controverses comme s'il s'agissait là de questions essentiellement politiques voire étrangères n'affectant guère les intérêts collectifs des entreprises et des salariés !



Ainsi, les règlements européens ont été, sans crainte de contradicteurs, ridiculisés et réduits aux calibrages de concombres, quand l'Europe aurait plutôt quelque motif à ironiser sur nos commandes de trains incompatibles avec nos quais, gag national venu si à propos illustrer un problème analogue d'adaptation à l'Europe et à l'euro...

La dénonciation de l'euro fort est elle-même devenue un dogme national que personne ne met en doute, chacun préférant ignorer que notre déficit commercial est devenu structurel et fait exception à la balance commerciale excédentaire de cette zone euro ! « Y a comme un défaut », mais qui le soulignera ?

Les fiscalités forcément déloyales de nos voisins sont aussi dénoncées sur tous les tons. Mais personne ne s'interroge sur notre fiscalité devenue infernale après avoir été pavée des bonnes intentions de tous nos dirigeants successifs ! Qui la raboutera ?

Quant à la criminalité qu'on nous présente comme drainée de l'étranger par le système Schengen pour alimenter tous les trafics, l'immigration illégale, un dumping sans règles et l'explosion des cambriolages même en zone rurale, les représentants de notre police nationale et de notre douane volante ne cessent de dénoncer la passoire européenne en mettant en valeur leurs exploits d'arrière-garde. La France se plaint ainsi à entretenir des nostalgies dignes de la ligne Maginot sinon de la « septième compagnie ». Mais qui osera revendiquer une police fédérale et une douane fédérale à l'échelle européenne, seules adaptées aux défis actuels ?

Loin de telles audaces, notre débat s'est signalé par son incapacité persistante à raisonner « hors de la boîte », confirmant combien le pays reste décalé de l'Europe en tous domaines : son régime si présidentiel voire si consulaire, quand tous les autres sont en régime parlementaire ; son administration si préfectorale et si départementale – qui entretient si bien ses radars mais si mal nos routes - quand nos voisins s'appuient sur des régions puissantes et autonomes ; son interventionnisme si colbertiste et si jacobin, quand le libre échange européen est forcément libéral ; ses partis si fourvoyés dans les affrontements simplistes d'un système clivant, quand les autres cherchent plutôt des compromis, un tel pragmatisme étant bien sûr la règle au niveau européen. Qui relèvera toutes ces singularités de notre « exception » ?

Cette exception est même devenue caricaturale en matière économique. Malgré le marché commun et la liberté des capitaux, nos gouvernements de droite comme de gauche, dominés par une énararchie consanguine, n'ont cessé de prendre leurs distances à l'encontre d'une politique des patrimoines lisible et attractive pour les Français, accélérant notre désindustrialisation et laissant aux capitaux et fonds de pension étrangers la voie libre pour imposer leur loi à la bourse de Paris, au CAC 40 et à nombre de nos entreprises. L'économie française n'appartient plus aux ménages et aux épargnants français, étrillés par tous leurs gouvernements successifs. Nombre de nos ministres se font gloire de ne posséder ni actions ni obligations, comme s'il s'agissait là d'un brevet de vertu républicaine ! Et notre Etat obèse mais surendetté s'avère incapable de défendre ses derniers « fleurons » économiques. En témoigne l'offensive américaine de General Electric sur Alstom et l'impréparation du gouvernement à organiser toute alternative nationale ou européenne crédible. Qui soulignera combien notre désaffection pour l'économie aura ruiné tous nos intérêts ?



On achèvera ce constat sans fard d'une débâcle nationale par le feuilleton sans fin de nos fraudes en tous genres, de tous bords et à tous niveaux, avec ses fausses facturations affectant jusqu'à l'élection présidentielle, ses vrais écarts, ses faux dénis et ses vraies corruptions compromettant tout un système, le tout si mal noté dans les comparatifs internationaux d'éthique et de transparence publiés par les ONG.

Au vu d'un pareil déballage, la messe est dite : pour rendre à la France le label de patrie des droits de l'homme qu'elle revendique assez témérairement, et pour lui faire déjà réintégrer le classement des démocraties dotées de contre-pouvoirs crédibles, plus soucieuses d'un Etat de droit que du droit de l'Etat, la route paraît encore longue et incertaine. Plus encore que les aléas, les insuffisances et bien sûr les erreurs d'une Europe aussi malmenée que mal aimée, c'est bien l'incapacité de nos dirigeants nationaux à crever ces abcès indignes d'une démocratie moderne, jointe à un gâchis économique et social collectif, qui explique l'ascension à ce jour irrésistible du Front National. Etait-il vraiment besoin dans pareilles conditions que ce Front National fasse campagne aux européennes ? Tous les autres acteurs de notre vie publique, médias en tête, s'en sont si bien chargés pour lui : le résultat final, ces 25% du FN loin devant tous les autres, c'est à leur coup de main collectif qu'il le doit !

Quant à nos partenaires européens, reconnaissons qu'ils ne sont pas non plus à l'abri des critiques dans cette situation déplorable dont ils ont eux-mêmes souvent connu chez eux des développements similaires, bien que moins spectaculaires. L'apparente confrontation européenne droite/gauche imposée par les partis et les médias, y compris pour le choix du futur président de la Commission, apparaît bien artificielle au vu de la réalité des enjeux et ne vise qu'à masquer les vrais clivages qui menacent la cohésion interne de la plupart de ces partis : faut-il se satisfaire d'une coopération intergouvernementale minimale et supplétive ou s'engager dans une relance active de l'intégration européenne ? Face à ces questions dérangeantes, les principaux acteurs de la campagne européenne, chez nos voisins comme chez nous, se sont trop souvent réfugiés dans des postures verbales cachant mal des attitudes dénuées de toute ouverture à l'innovation et aux projets mobilisateurs pour l'avenir.

Une exception mérite d'être signalée au crédit d'Henri Malosse, président du Comité économique et social européen, qui a plaidé dans une tribune publiée par Libération pour des avancées aussi pertinentes qu'impertinentes, faisant excellemment écho aux priorités défendues à ce jour bien trop isolément par Europe et Entreprises : un plan pluriannuel complétant l'union monétaire par une union économique solide et solidaire ; un institut budgétaire européen pour préparer une cohérence des finances publiques avec une mutualisation significative des dépenses et des recettes ; une coopération accrue des entreprises européennes assurant notre réindustrialisation, à l'instar d'Airbus ; des serpents fiscaux et sociaux encadrant les régimes nationaux ; une association permanente des citoyens à ces nouvelles priorités communes...

On le voit, le combat pour une revitalisation de l'Europe s'apparente aux douze travaux d'Hercule ! Et après le séisme électoral du 25 mai, il commence par chez nous. Mais ne dit-on pas qu'« impossible n'est pas français » ? Après l'avoir si mal rappelé aux dépens de l'Europe, tâchons à l'avenir de la surprendre autrement !



Le chantier d'une régionalisation moderne, si tardivement érigé en priorité nationale, sera le premier de ces travaux d'Hercule, et donc un premier test de notre capacité à muter européen. Souhaitons-lui de réussir, sans se dissimuler qu'une réforme si propice aux querelles gauloises et aux résistances d'un système aussi enraciné que suranné exigera des qualités présidentielles tout autres que normales. Et souhaitons à notre pays, qui paraît avoir perdu tous ses repères avec la crise et avec ce siècle, de s'épargner les misères du fils prodigue avant de se réconcilier avec l'Europe !

Bruno VEVER, délégué général d'Europe et Entreprises



Assemblée Générale d'Europe et Entreprises : Penser le changement plutôt que changer le pansement...

par Philippe Laurette et les membres du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale d'Europe et Entreprises réunie le 25 juin 2014 sous la présidence de Philippe Laurette s'est interrogée sur les raisons et les conséquences d'une désaffection européenne croissante dans l'opinion. Elle a notamment débattu des priorités pour relancer l'union économique et associer directement les entrepreneurs et citoyens européens à cette relance. Plusieurs priorités d'action ont été mises en avant pour y contribuer :

- contribuer à « penser le changement plutôt que changer le pansement » en se centrant sur les questions vitales pour notre avenir (cf. union économique redynamisée et solidaire, union budgétaire permettant des économies d'échelle, approche commune de transition écologique, rattrapage européen dans le numérique) ;
- faire passer ces priorités auprès du nouveau président de la Commission européenne (NDR la candidature de Jean-Claude Juncker ayant été depuis agréée par le Conseil européen avant d'être avalisée par le Parlement européen), à commencer par l'exigence d'une feuille de route opérationnelle pour réaliser enfin une union économique à la hauteur de l'union monétaire ;
- organiser à l'automne une conférence-débat sur l'union budgétaire et le projet d'un Institut budgétaire européen ;
- réfléchir aussi aux moyens de remédier à la montée de la précarité en Europe ;
- renforcer la pression pour obtenir des outils européens efficaces permettant de multiplier les initiatives du terrain impliquant directement les entrepreneurs et la société civile, notamment des statuts européens pour les entreprises et les associations et l'extension d'Erasmus tant pour l'éducation que l'apprentissage et la formation permanente ;
- à l'appui de toutes ces priorités, se trouver davantage d'alliés et de porte-voix, notamment auprès d'entrepreneurs de renom, et développer les partenariats associatifs.

Voir ci-après le rapport d'activités présenté par Bruno Vever, délégué général, et adopté par l'AG :

1. Contexte européen

Depuis la précédente AG du 10 avril 2013, le contexte économique européen reste difficile mais apparaît plus évolutif et contrasté chez nos voisins : croissance et emploi très améliorés en Allemagne, Autriche, Royaume-Uni, rattrapages accélérés à l'Est, premiers signes de redressement en Italie et en Espagne, début de rétablissement en Grèce, balance commerciale positive de la zone euro dans son ensemble, par delà la contrainte pour l'exportation – si ressentie en France ! - d'un euro fort, inflation et taux d'intérêt historiquement bas sous la conduite de la BCE.



Pour sa part la France continue hélas de collectionner les déficits économiques, budgétaires, commerciaux et sociaux. Plongé dans une profonde crise de confiance, notre pays apparaît comme « l'homme malade » de l'Europe, avec des soubresauts traversant toute sa société et tous ses partis, droite et gauche, opposition et majorité. Certes François Hollande et son gouvernement s'accrochent aux engagements de rééquilibrage des comptes et aux espoirs mis dans le pacte de responsabilité. Mais les tensions politiques, budgétaires et sociales de tous bords apparaissent plus visibles que des résultats qui ne cessent de se faire attendre, voire de se dérober.

Le score de 25% du FN aux élections européennes du 25 mai 2014, loin devant tous les autres partis, est révélateur de ce désarroi. La France, pays fondateur de l'Union, se retrouve avec le Royaume-Uni et le Danemark, traditionnellement eurosceptiques, dans le tiercé qui a mis les europhobes en tête de ses élus européens !

Avec cette France qui a perdu ses repères face à une Allemagne qui a retrouvé les siens, l'axe franco-allemand est aujourd'hui trop déséquilibré pour ne pas être en berne, par delà les déclarations politiques usuelles de part et d'autre.

Pourtant, les sondages indiquent qu'une nette majorité de Français continue d'être attachée à notre participation à l'Europe et à euro, par-delà même ces votes bruyamment protestataires (et y compris semble t-il parmi ces mêmes électeurs !).

Par ailleurs François Hollande paraît enfin décidé à mettre un terme à l'inadaptation européenne de notre administration territoriale en engageant dans l'urgence, voire la précipitation, une refonte régionale trop ajournée par ses prédécesseurs.

2. Actions d'Europe et Entreprises en 2013/2014

a. réunions et prises de position

L'AG du 10 avril 2013 à la maison de Jean Monnet a été suivie d'un débat avec Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, sur les défis de la France et de l'Europe face à globalisation, soulignant les opportunités mais aussi les lignes de fracture dans la société, qui n'ont cessé depuis de se préciser.

Le CA du 30 juin 2013 a convenu de renforcer l'appui collectif à Philippe Laurette en nommant Bruno Vever délégué général et Nathalie Lasnier secrétaire générale.

Plusieurs réunions du CA et de son bureau ont permis de préparer et faire le point sur nos priorités d'action, avec notamment :

. une conférence le 4 mars 2014 à la Maison de l'Europe, à l'initiative de Magdalena Martin, du dr Coumar Oudea sur l'accès à l'espace et ses défis technologiques, démontrant que la coopération européenne permet de rester dans le peloton de tête.

. un appel d'Europe et Entreprises présenté en avril 2014, en prévision des élections européennes du 25 mai : « Redonnons du sens à l'Europe : pour une union économique renforcée d'ici 2020 ». Quatre priorités : un programme d'ici à 2020 pour compléter l'union économique, un institut budgétaire européen dès 2015 pour préparer une cohérence des finances publiques avec mutualisation des



dépenses d'intérêt commun, des statuts européens pour les entreprises et les associations, une feuille de route des partenaires sociaux complétant ces priorités. L'appel a notamment été diffusé aux dirigeants européens et nationaux et à la presse.

. des compte-rendus périodiques de nos différentes réflexions et revendications dans les Lettres d'Europe et Entreprises et sur notre site internet.

b. participation aux travaux européens

Philippe Laurette et Bruno Vever ont participé à plusieurs rencontres-débats d'un cycle sur le dialogue social européen organisé conjointement par Europe et Société et Réalités du Dialogue Social à la Maison de l'Europe de Paris, permettant de faire le point avec les différents acteurs concernés sur son bilan et ses perspectives.

A noter au titre des activités de Bruno Vever en liaison avec Europe et Entreprises :

. débat le 18 avril 2013 à Bruxelles avec les représentants de la Commission Laurence de Richemont (cabinet Barroso) et Erwan de Rancourt (cabinet Barnier) sur les revendications d'Europe et Entreprises, confirmant que la Commission reste trop en retrait sur nos attentes (contact pris en marge de l'invitation à l'inauguration le même jour de la présidence du Comité économique et social par Henri Malosse).

. participation en 2013 et 2014 au Comité d'orientation stratégique du Mouvement Européen France, animé par Jean-Marie Cavada et Martine Méheut, avec divers représentants de think tanks européens, donnant l'occasion de faire partager plusieurs de nos priorités, notamment celle d'un Institut budgétaire européen.

. participation le 6 décembre 2013 aux Assises du fédéralisme européen du Mouvement européen, permettant de développer les contacts avec des eurodéputés.

. participation à la journée européenne de la société civile le 18 mars 2014 à Bruxelles, donnant l'occasion de commenter et de confronter les priorités d'Europe et Entreprises avec de nombreuses associations socioprofessionnelles et ONG.

. débat en avril 2014, à l'invitation de l'Association Jean Monnet, en duo avec Philippe Herzog, président d'honneur de Confrontations et auteur de « Europe réveille-toi », concernant les défis de l'avenir de l'Europe, avec une très large convergence de vues sur tous les sujets abordés, y compris dans la critique sévère des insuffisances d'initiative et de solidarité européenne de nos dirigeants actuels.

. participation comme expert du groupe des employeurs à la préparation d'un « plan d'action pour l'Europe » du Comité économique et social européen, adopté en session plénière le 29 avril 2014. Les clivages avivés par la crise ont hélas été évidents entre représentants employeurs et travailleurs, le rapport n'étant adopté qu'à une majorité étroite sans les employeurs. Surtout, les propositions innovatrices proches d'Europe et Entreprises, avancées à l'origine par Henri Malosse et relayées dans le groupe par Bruno Vever, ont été les principales victimes de cette confrontation (cf. plan d'union économique complétant l'union monétaire, institut budgétaire européen, mutualisation de dépenses



publiques d'intérêt commun, serpents fiscaux et sociaux). Henri Malosse a toutefois continué de les défendre dans une tribune publiée par Libération à la veille des élections européennes.

. interview d'Europe et Entreprises publié par le MEDEF Ile de France dans son périodique de mai 2014, soulignant les responsabilités d'une classe dirigeante et médiatique trop hexagonale dans la désaffection de l'opinion vis-à-vis de l'Europe, et l'exigence d'un changement des mentalités pour s'adapter aux défis européens.

. chroniques périodiques diffusées par Fenêtre sur l'Europe sur les principaux sujets d'actualité européenne, et participation à différents colloques européens (cf. Europartenaires, Confrontations, Notre Europe, CIRAC franco-allemand, etc.).

. initiative d'un communiqué publié par l'Association Jean Monnet suite à son AG du 14 juin 2014, soulignant la nécessité de réagir face à la percée des partis anti-européens, en relançant l'intégration européenne et en recourant davantage aux décisions majoritaires et méthodes communautaires pour sortir des blocages actuels.

3. Perspectives en 2014-2015

Un objectif majeur devrait être de contribuer à faire mûrir les mentalités concernant une union budgétaire, seul moyen de réaliser des économies d'échelle significatives. Il faudrait ainsi relancer le débat sur la mise en place d'un Institut budgétaire européen notamment en organisant une conférence débat avec Michel Aglietta.

Par ailleurs, il faut espérer que le futur président de la Commission fasse preuve de plus d'initiative que son prédécesseur. De même que Jacques Delors avait présenté en son temps un plan d'achèvement du marché unique pour relancer l'Europe, on devrait lui suggérer de renouveler pareil exercice, cette fois pour achever l'union économique qui manque tant à l'union monétaire ! Les revendications d'Europe et Entreprises à cet égard restent donc un excellent programme à lui « vendre ».

Philippe Laurette et les administrateurs d'Europe & Entreprises



Crise d'appartenance à l'Europe : du rêve au cauchemar...

François-Xavier BELLEST

L'Europe, le rêve de grands Hommes d'après-guerre est-il en passe de devenir un cauchemar ?

Inutile de revenir sur l'Histoire de la construction européenne, fruit de grands Hommes qui l'ont imaginée, prototypée, conçue... D'autres Hommes (moindre que les premiers mais tout aussi convaincus) ont repris le flambeau...

Mais ce flambeau semble aujourd'hui à terre ! Les Hommes –en ce 21^{ème} siècle– ont bien du mal à se baisser pour ramasser ce flambeau et continuer à tracer la route...

De nombreux acteurs cherchent encore les causes et raisons de cette difficulté à vivre l'Europe...

Beaucoup hélas cherchent à se détacher de l'Europe et à se concentrer sur leurs seuls Etats. Mais d'autres veulent encore croire en une Europe forte, cohérente, unie, digne des valeurs de ses fondateurs...

Nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui ne comprennent plus ce qu'Europe veut dire, et ce que signifient ses vocables : Union européenne, Conseil Européen, Conseil de l'Union européenne, Commission européenne, Parlement européen, Conseil de l'Europe, Directives européennes, Banque européenne, etc. : Trop de termes et trop d'institutions viennent chambouler la compréhension de l'Europe. Normal, comment percevoir quelque chose lorsqu'on ne comprend pas ce dont on nous parle !

La conception d'une union politique, économique et sociale entre 28 pays est complexe et difficile à mettre en œuvre. Elle crée de nombreux problèmes à résoudre. Chacun de nous sait que tout problème a sa solution. Mais l'Europe ne semble pas d'accord avec ce que chacun de nous sait !

Seulement, pour les citoyens, l'Europe est loin, très loin du quotidien... L'Europe paraît même très loin de son propre continent, qui semble dériver dans son incapacité à prendre des décisions.

Ce qui préoccupe le citoyen européen, c'est d'abord son niveau de vie, sa santé, son travail, son salaire, sa retraite, sa sécurité, etc. Il est plus directement préoccupé par sa propre précarité que par celle des autres. Comment voulez-vous qu'il comprenne que l'argent du Prix Nobel de la Paix décerné à l'Union européenne ait été attribué aux pays en voie de développement et non pas aux plus pauvres de l'UE ?

Comment se sentir européen, alors même que les représentants des Etats-membres semblent n'avoir qu'une considération bien relative à l'égard de l'Europe ?

Ainsi, sommes-nous réellement informés par les dirigeants des Etats membres et leurs ministres sur ce



qu'ils font au sein des institutions européennes ? Quel que soit le parti, les milieux politiques font sciemment l'impasse sur l'Europe, sauf quand leurs egos peuvent s'en trouver valorisés ! Si une décision du Conseil des ministres n'est pas populaire, ils désignent l'Europe comme bouc-émissaire, alors même qu'ils y ont directement contribué. A contrario, lorsqu'une décision est bien ressentie dans l'opinion, ils s'en attribuent tous les mérites...

L'Europe ne semble pas prendre conscience de son mal-être et ne semble pas décidée à se soigner, ni prendre en compte qu'il y a urgence à traiter le mal.

Les symptômes sont là ! Si les spécialistes ne semblent pas d'accord sur le diagnostic, l'Europe doit prendre en compte les syndromes, les indices, les marques, les manifestations de son peuple. L'Europe n'est pas à l'écoute de ces signes ! L'Europe n'est pas à l'écoute de ses citoyens, trop occupée d'être à l'écoute d'elle-même ! Faut-il faire le 112 pour envoyer une équipe d'urgence ? Car crise il y a ! Et la crise est celle de l'appartenance.

Comment les citoyens peuvent-ils se prévaloir de leur appartenance à l'Europe quand les hommes politiques n'entendent agir qu'en tant que dirigeants d'un Etat (omettant le terme « membre ») ?

Quand donc les hommes politiques européens, ou les hommes européens politiques, vont-ils utiliser le mot « européen » plutôt que « national », dès qu'ils s'expriment en dehors de la frontière de leur propre pays ? Pourquoi n'utilise-t-on pas le mot « européen » là où c'est essentiel ?

Il serait intelligent de nommer les choses telles qu'elles sont pour qu'elles soient vécues ! Pourquoi des directives européennes s'expriment auprès des opérateurs de téléphone en écrivant « appels internationaux » pour des appels concernant des pays de l'UE ? Pourquoi les pays membres de l'Europe ont-ils mutuellement des représentations diplomatiques dans l'Union européenne ? Pourquoi moi, de nationalité française, je suis l'étranger d'un collègue italien ? Non, je suis européen, tout comme lui. Je suis étranger lorsque je suis hors des frontières de l'Europe.

Ces petits détails font toute la différence. Aux hommes européens politiques de l'entendre, car le langage cela s'apprend, cela se transmet, cela permet de s'exprimer...

Le langage est une capacité d'exprimer une pensée et de communiquer au moyen d'un système de signes (vocaux, gestuels, graphiques, tactiles, olfactifs, etc.). Le langage est un moyen de communication...

Avec cette définition, je n'apprend rien à personne ! Mais l'Europe (et donc les hommes européens politiques) semble oublier que pour se faire comprendre, il est crucial de s'exprimer !

Je terminerai mes propos par une citation de *Michel Maffesoli*, sociologue français qui s'exprimait dans le journal *Le Monde* du 17/09/2007 : « *C'est par le mot que l'on est membre d'une société, qu'une société reconnaît celui qui en fait partie, qu'une société se constitue en tant que telle.* ».

François-Xavier BELLEST,
Sémiologue, administrateur d'E&E.



Priorité au renouveau des méthodes communautaires :

Communiqué de l'Association Jean Monnet

En liaison notamment avec ses membres d'Europe et Entreprises, l'Association Jean Monnet présidée par Isabelle Benoliel a adopté le communiqué suivant lors de son Assemblée Générale :

« L'Association Jean Monnet réunie en Assemblée générale le 14 juin 2014 exprime sa vive préoccupation face à la montée de l'euro-pessimisme lors des dernières élections européennes, comme en témoigne l'arrivée en tête dans plusieurs pays membres, dont le pays même de Jean Monnet, de partis ouvertement europhobes.

Ces réactions anti-européennes, tout en ayant connu des amplitudes variables selon les pays, constituent un signal d'alerte très fort pour nos dirigeants. Ceux-ci ont eu trop tendance à se réfugier, face à la crise, dans des approches étroitement nationales, au-delà des sauvetages financiers imposés par l'urgence, au lieu de relancer une véritable intégration européenne.

L'Europe a été présentée comme le problème, alors qu'elle est la solution. Elle est devenue pour nombre d'électeurs un bouc émissaire, responsable de l'aggravation de la crise et de l'accumulation des déficits politiques, économiques, budgétaires et sociaux. Mais beaucoup de ces votes protestataires ont condamné l'Europe non pas pour ce qu'elle a fait mais pour ce qu'elle n'a pas fait. Ce sont plutôt les blocages et les insuffisances de l'Europe qui ont ainsi été dénoncés.

C'est pourquoi l'Association Jean Monnet plaide pour que les méthodes communautaires inventées par Jean Monnet soient à nouveau plus systématiquement utilisées. Ces méthodes communautaires, contrairement aux alternatives intergouvernementales qui lui ont été parfois préférées ces derniers temps, présentent l'avantage d'allier l'efficacité, la démocratie et la transparence, avec des décisions majoritaires encadrées par des règles d'initiative, de consultation et de libre débat prévues par les traités. Ce sont ces méthodes communautaires qui ont été à l'origine de tous les succès de la construction européenne y compris l'euro.

Comme nous l'avons toujours constaté au fil de l'Histoire, la construction européenne a progressé en traversant des crises. La période actuelle n'a pas failli à cette réalité. Si nous pouvons nous réjouir que l'union budgétaire, financière et bancaire ait pu surmonter cette crise, force est de constater qu'il est aujourd'hui urgent de compléter l'union monétaire par une union économique forte, compétitive et solidaire face à la globalisation. Il s'agit donc de relancer vigoureusement le chantier de la construction européenne, avec des résultats positifs perceptibles pour tous les Européens.

L'Association Jean Monnet appelle donc tous les défenseurs de l'Europe à appuyer avec elle ce renouveau des méthodes communautaires, plus que jamais vital pour notre avenir. Elle attend, en particulier, du prochain président de la Commission européenne qu'il donne, dès le début de son



mandat, une priorité à cette exigence pour offrir à l'Europe les moyens de ne plus décevoir les Européens.

Comme l'a dit Jean Monnet: *Nous sommes là pour accomplir une œuvre commune, non pour négocier des avantages, mais pour rechercher notre avantage dans l'avantage commun. Dans la mesure où nous, réunis ici, saurons changer nos méthodes, c'est l'état d'esprit de tous les Européens qui changera de proche en proche. »*



AGENDA

La prochaine réunion du cycle de conférence sur le Dialogue social européen, organisée conjointement par Europe et Société et Réalités du Dialogue Social, aura lieu le 7 octobre 2014 à la Maison de l'Europe 35 rue des Francs-Bourgeois 75004 Paris. Elle sera consacrée au dialogue social européen sectoriel. Informations et inscriptions : europheetsociete@wanadoo.fr

EUROPE & ENTREPRISES

Association loi 1901

Maison de l'Europe de Paris
35 rue des Francs Bourgeois
75004 Paris

www.europe-entreprises.com

Pour recevoir un dossier sur Europe & Entreprises, Contactez le secrétariat de l'association en envoyant votre carte de visite au siège de l'association ou en envoyant un mail à : entreprise_europeenne@yahoo.fr

Président, Directeur de la Publication :

Philippe Laurette

Rédaction : entreprise_europeenne@yahoo.fr

Rédacteur en chef : François-Xavier Bellest

Editorialiste : Bruno Vever

Production : Europe & Entreprises

Numéro ISSN : 1638-6094

Europe & Entreprises est un lieu de rencontre, d'information et de débats sans tabous sur l'Europe.